



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 139 - 25 mars 1985

PRIX : 2 Frs

AFRIQUE DU SUD



COMMEMORATION SANGLANTE DE SHARPEVILLE

SOMMAIRE

editorial

COMMEMORATION SANGLANTE DE SHARPEVILLE

Page 3 :

- MALI: La semaine des aveugles, encore une publicité

Page 4 :

- SENEGAL: Les producteurs d'arachides se méfient de l'Etat.

Page 5 :

- SENEGAL: Les "trouvailles" d'Abdoulaye Wade.

Page 6 :

- SENEGAL: Falémé, un espoir pour qui?

Page 7 :

- FAMINE: La misère des peuples fait le bonheur des capitalistes.

- COTE D'IVOIRE: La petite bourgeoisie et les libertés démocratiques.

Page 9 :

- IRAN-IRAK: Plus d'un million de morts, victimes du nationalisme.

*** **

BONNEMENTS

FRANCE : 1 an

Pli ouvert : 24 F

Pli fermé : 48 F

ADRESSE

GENERAL/COMBAT OUVRIER

Pour le P A T

B P 42

92114 CLICHY Cédex

Plus de 40 morts et plusieurs dizaines de blessés en Afrique du Sud, tel est officiellement le bilan sanglant des affrontements entre manifestants et policiers, à la suite des différentes manifestations qui depuis le 21 mars, commémorent le 25^{ème} anniversaire des victimes de la tuerie de Sharpeville.

En effet, il y a 25 ans, le 21 mars 1960 à Sharpeville, eut lieu une manifestation pacifique pour protester contre le port obligatoire du "pass", ce livret d'identité qui permet au gouvernement raciste sud-africain de contrôler la vie quotidienne des Noirs. Sans ce "pass", il leur est impossible de trouver par exemple un emploi ou de circuler dans les zones blanches.

Lors du mouvement de protestation, la police sud-africaine, qui a la gachette facile comme des gangsters, a sauvagement réprimé. Il y eut 69 morts, 168 blessés et plus de 8000 arrestations. Par le massacre, le régime d'apartheid espérait imposer le calme. Mais il n'a fait que jeter de l'huile sur le feu, provoquant ainsi des explosions de colère, des manifestations spontanées et une grande grève qui a paralysé totalement les usines et les ports.

Face à l'humiliation et à la violence permanente du régime d'apartheid, les Noirs qui forment les 2/3 de la population sud-africaine sont toujours debout. Ils n'ont jamais cessé de protester contre leur entassement dans les ghettos, contre leur refoulement dans les bantoustans, contre le chômage dont ils sont victimes, contre l'absence de leurs droits élémentaires (notamment le droit de vote), contre la mauvaise qualité de l'enseignement dispensé à leurs enfants ainsi que le manque d'enseignants qualifiés, de livres de classe...

Ainsi, par exemple les 18 et 19 février dernier, il y a eu une manifestation contre une mesure de déplacement forcé de 80000 habitants de la "township" du Crossroads, à l'ouest du Cap. Et lors des affrontements entre manifestants et policiers, il y a eu 18 Noirs tués et 230 blessés.

Au moyen des répressions sanglantes, des massacres et des arrestations massives, les autorités sud-africaines ont réussi à maintenir jusque-là leur système de ségrégation raciale. Mais pour combien de temps ?

A cette question, c'est le développement de la lutte en Afrique du Sud même qui apportera la réponse. Mais on peut déjà constater que ce qui donne à toutes les manifestations passées à la fois leur ampleur et leur profondeur, c'est l'intervention des travailleurs noirs -comme cela s'est passé par exemple

.../...

lors du soulèvement de Soweto en 1976. D'autre part dans les combats récents, les manifestants s'en sont pris aux Noirs qui collaborent avec le pouvoir blanc. Ainsi, ils n'ont pas hésité à s'attaquer aux conseillers municipaux et policiers noirs en saccageant leurs biens, en incendiant leurs maisons et parfois en tuant certains d'entre eux.

Cependant on est complice de l'impérialisme pas seulement en qualité de conseiller municipal, on peut l'être aussi en tant que chef d'un Etat indépendant. Autrement dit, même si l'apartheid est aboli, ceux qui aujourd'hui se battent contre ce système peuvent devenir des alliés de l'impérialisme en se contentant de diriger un gouvernement noir ou multiracial. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé, dans un cas comparable, au Zimbabwe.

Pour ne pas avoir demain des dirigeants comme Mugabé, Houphouët Boigny ou Mobutu, et éviter ainsi de faire la même triste expérience que celle des autres pays d'Afrique, les exploités sud-africains auront intérêt dès maintenant à contrôler leur propre lutte.

En tous cas, même pour renverser l'apartheid, il faudrait nécessairement passer par une lutte révolutionnaire, une lutte à mort. Car l'apartheid bénéficie d'un appui solide de l'impérialisme qui a d'énormes intérêts économiques en Afrique du Sud. Dans cette lutte, le prolétariat sud-africain - de loin numériquement le plus important d'Afrique - jouera inévitablement un rôle important. Sans son intervention, il n'y aura aucune chance de liquider l'apartheid.

Et si le prolétariat prenait la direction de la lutte, cela changerait complètement les choses pour l'ensemble du continent africain. Il servirait d'exemple pour tous les exploités africains comme il sert déjà d'exemple par sa combativité et son énergie.

MALI : La semaine des aveugles, encore une publicité

L'épouse du général président a inauguré la 10ème semaine nationale de solidarité avec les aveugles en présence des ambassadeurs et des représentants de l'assemblée. Cela s'est passé à l'Hôtel de l'Amitié de Bamako. Pour faire croire que le gouvernement fait beaucoup d'efforts pour "intégrer l'aveugle dans le circuit de développement économique", on a vanté les mérites de la SOPRAM qui, paraît-il, emploie 120 ouvriers aveugles pour fabriquer des serpillères, des balais brosses ainsi que des boîtes de craie blanche.

Ce qui n'a pas été dit par contre, c'est le montant de salaire misérable que touchent ces ouvriers aveugles. Et puis tous les Maliens savent que la majorité des aveugles du Mali ne vivent que de la mendicité pour ne pas mourir de faim. Alors cette 10ème semaine dite de solidarité en leur faveur n'est que la 10ème répétition de la même publicité qui dure depuis dix ans, puisque chaque année il y en a une.

Pour se lancer des fleurs à travers des cérémonies, des inaugurations et des bla-bla, nos dirigeants sont forts. Pour voler l'argent aux pauvres, pour détourner des fonds publics et des dons, ils sont également imbattables. Mais pour le reste, zéro. A dégager !

SENEGAL : Les producteurs d'arachides se méfient de l'Etat

Les autorités sénégalaises sont en émoi. En effet la campagne de commercialisation de l'arachide a été cette année la plus mauvaise que le pays ait connue depuis 25 ans.

Pourtant toutes les conditions étaient réunies. Cette année il y a eu une bonne pluviométrie. Les autorités compétentes envisageaient même une production de 600.000 tonnes d'arachide. Or la campagne s'achève et il n'y a même pas 200.000 tonnes. Cela est d'autant plus catastrophique pour le régime que l'arachide, dont le Sénégal est le premier exportateur mondial, est une des principales sources de revenu pour les caisses de l'Etat.

On assiste donc dans la presse gouvernementale à une vaste campagne pour expliquer le manque "d'esprit civique" des paysans, la catastrophe que constitue leur conduite "égoïste". Le journal gouvernemental "Le Soleil" parle même de "fuite" et pose la question "à la une" : "où sont passées les graines" ? En réalité, le problème est bien simple. A force de soutirer par tous les moyens de l'argent aux paysans sénégalais, l'Etat n'a plus de crédit auprès d'eux. Maintenant le paysan préfère se "débrouiller" plutôt que de vendre son arachide à l'Etat. Il ne trouve aucun intérêt, ni sur le prix de vente, ni dans les structures mises en place par l'Etat.

Un exemple : le prix du kilo d'arachide était fixé ces derniers temps à 70 FCFA. Mais le producteur ne recevait que 50 FCFA par kilo, l'Etat prélevant 20 FCFA à titre d'acompte pour les semences de l'année suivante et de l'engrais. Donc en principe, celui qui vend le plus à l'Etat est assuré d'avoir plus de semences et d'engrais pour l'année suivante. Or l'année dernière, sauf en Casamance, aucun paysan n'a touché la totalité des semences qu'il avait payées. Il en fut de même pour l'engrais qui, au meilleur des cas, était livré avec retard au paysan.

Donc cette année, les paysans ont visiblement préféré vendre leur arachide ailleurs. Soit dit en passant, sur le marché parallèle, l'arachide est payée 75 FCFA le kilo sans retenue. En cours de route, l'Etat, pour inciter les paysans à vendre leurs produits à ses représentants, a augmenté les prix de 10 FCFA par kilo. Mais immédiatement, le prix au marché parallèle a augmenté de 10 FCFA aussi. Résultat l'Etat n'a pas ramassé le tonnage souhaité d'arachide. Le problème n'a donc pas été résolu.

Le paysan plutôt que de vendre son arachide à l'Etat, préfère en faire de l'huile artisanale. Car cela lui rapporte plus que de vendre à l'Etat et il peut en consommer. Selon un témoignage publié par le quotidien officiel "Le Soleil" un paysan qui refuse de vendre l'arachide à l'Etat explique ainsi son geste : "Nos parents en ont toujours consommé, ils n'en sont pas morts. Expliquez-nous plutôt pourquoi l'huile produite par les usines avec une productivité supérieure, coûte bien plus chère que ce que nous produisons nous-mêmes. Et pourquoi, le prix de l'huile a tant augmenté alors que celui de l'arachide, la matière première, stagne". Que les paysans, malgré toutes les pressions de l'Etat se méfient de lui et vont voir ailleurs ce n'est que justice. Ils ne veulent plus servir de vache à lait à un Etat dont le souci principal est de voler aussi bien à l'aller, dans l'achat de leurs produits qu'en retour, dans la vente des engrais et des semences.

Ces 400.000 tonnes de manque à gagner vont certainement faire réfléchir les autorités ; car c'est autant de sous en moins dans leurs caisses. Que vont-elles trouver comme moyens pour dissuader les paysans ? En tout cas, du côté des Lesieur, tout baigne dans de l'huile si l'on peut dire, car pour eux, quels que soient les chemins que prend l'arachide, qu'elle passe par l'Etat sénégalais ou par un circuit parallèle, c'est du pareil au même. A moins que les paysans se mettent tous à fabriquer de la "sagal" (huile de fabrication artisanale) et court-circuitent ainsi l'approvisionnement des industriels de l'huile d'arachide. Pour le moment, les choses sont loin de là.

Toujours est-il que dans les marchés, et plus particulièrement dans les campagnes, la sagal fait son chemin, bien qu'officiellement cela soit interdit. Affaire à suivre.

SENEGAL :

Les "trouvailles" d'Abdoulaye Wade

Abdoulaye Wade, le secrétaire général du PDS prétend avoir trouvé des solutions pour sortir les pays africains du sous-développement. Dans un article qu'il a publié dans "Jeune Afrique", il dit que si les pays africains sont défavorisés dans les échanges internationaux, c'est parce qu'il n'existe pas au sein de l'OUA d'organismes spécialisés pour défendre la position des pays membres face aux multinationales.

Il propose donc la mise sur pied de trois organismes nouveaux : 1) Un Bureau Continental d'Engineering pour "assister les pays africains dans les négociations ayant pour objet l'acquisition d'un équipement" et pour les "aider à s'insérer dans les circuits internationaux". 2) Un organisme continental d'Assurance de l'investissement et du crédit. Cet organisme remplacerait les compagnies d'assurances installées dans les pays exportateurs de technologie et du crédit, et qui font payer aux pays acheteurs et emprunteurs une prime d'assurance supplémentaire selon le "degré de risque politique" du pays demandeur. 3) Un Fond Africain de Réserve Extérieure chargé de renégocier avec le FMI l'attribution des DTS (Droits de tirage spéciaux). Il faudrait dit-il des hommes "compétents et honnêtes" en citant comme exemple ceux qui dirigent la BADEA et la BAD (des banques africaines).

Voilà donc les grandes trouvailles de Wade. Comme s'il suffisait d'avoir des fonctionnaires et des experts pour que cela change quelque chose au pillage et à l'exploitation des richesses de l'Afrique par les capitalistes. D'ailleurs ce ne sont pas les experts ni les diplômés des grandes écoles qui manquent au sein de l'OUA et à l'intérieur des appareils d'Etat. C'est précisément avec l'aide de ces gens-là que l'impérialisme exploite en Afrique, quand ils ne sont pas occupés à détourner des fonds. On se souvient du scandale Diawara un des "experts" de la CEAO !

Tout au plus la création de ces organismes ne sera que la création de nouveaux viviers pour les diplômés et pour les "pistonnés" à la recherche d'une place au soleil. Quant à la lutte contre le sous-développement, ce n'est que de la palabre. D'ailleurs quand des gens comme Abdoulaye Wade parlent de développement, leur but

... / ...

n'est pas la lutte contre la misère des populations. Ils veulent tout simplement que l'impérialisme laisse à nos dirigeants, à nos bourgeois, à nos diplômés, un peu plus de miettes du pillage.

Ils ne remettent pas en cause le pillage et l'exploitation capitaliste parce que eux-mêmes, ils tirent leurs privilèges de ce système. Alors pour ne pas paraître trop serviles à l'égard des populations, ils quémandent quelques réaménagements mineurs en demandant par exemple un peu plus de place pour les diplômés et experts locaux à travers la création d'organismes et de bureaux pour les caser.

Non, ce ne sont pas des experts en économie que les exploités ont besoin pour sortir de la misère croissante. Les exploités ne se libéreront que par eux-mêmes, par leur propre volonté et détermination à changer de fond en comble cette société profondément injuste. Si les exploités ne prennent pas conscience de la nécessité de lutter eux-mêmes pour leur émancipation, il y aura toujours des gens comme Abdoulaye Wade ou d'autres pour les tromper en prétendant qu'il y a d'autres solutions.

SENEGAL : Falémé,

un espoir pour qui ?

Le journal gouvernemental "Le Soleil", avec un grand titre à la une, fait état d'un grand "événement" en parlant d'un projet d'extraction de fer dans le futur site de Koudékouro, sur les rives de la Falémé, à proximité des frontières malienne et guinéenne. "Tous les espoirs sont permis" dit Le Soleil. L'exploitation des gisements permettra au Sénégal oriental de devenir "la locomotive de développement".

Dans tout ce tapage, il y a en fait beaucoup plus de vœux pieux que du concret. Comme nouveauté, il n'y a pas grand chose car depuis 1961 on connaissait l'existence du fer dans la région de la Falémé. La seule chose de nouveau, c'est qu'une équipe de géologues roumains vient de terminer une étude pour évaluer la quantité et la qualité des gisements. Un projet a été également lancé pour étudier les infrastructures (route, chemin de fer, ports, etc.).

La MIFERSO (Mine de Fer du Sénégal Oriental) a besoin de 300 milliards de francs CFA pour financer ces travaux. Plusieurs sociétés multinationales ont été mises à contribution. Mais pour le moment ce n'est pas la ruée. C'est plutôt les phosphates de la Taïba et de Lam-Lam (qui sont déjà exploités) qui semblent attirer les financiers. C'est ainsi que le gouvernement a reçu des crédits pour améliorer les lignes de chemins de fer déjà existants et pour créer de nouveaux tronçons afin de faciliter l'évacuation des minerais. Pour le fer de Kedoukourou, c'est encore chanson d'avenir.

Quant à croire qu'une éventuelle exploitation de ces gisements permettra le développement du Sénégal Oriental, ce n'est qu'illusion. Car ceux qui vont en profiter, ce ne sont pas les populations, mais les multinationales, comme c'est déjà le cas pour les mines de Taïba. Il y aura bien sûr un peu de miettes pour l'Etat sénégalais et pour les margoulins qui le constituent. Pour ces gens-là, on peut parler de "promesses" et "d'espoir".

FAMINE : La misère des peuples fait le bonheur des capitalistes

Récemment sur Europe 1 et dans le Journal du dimanche, les journalistes ont fait des enquêtes sur les organisations humanitaires qui s'occupent de collecter et d'expédier les aides aux populations victimes de la famine et de la sécheresse. Ainsi lorsque le Comité Français contre la Faim collecte de l'argent, sur 1000 F recueillis, seulement 400 F arrivent à destination. Alors que sont devenus les 600 F ? Eh bien, d'après les organisateurs, cette somme restante a servi à payer les frais administratifs de fonctionnement et surtout les frais de publicité qui coûtent très cher. En plus de cela une fois les aides alimentaires arrivées sur place, les fonctionnaires et les autorités locales ne se gênent pas pour en détourner une partie.

Comme quoi, on peut faire de l'argent, et même beaucoup d'argent, sur le dos des hommes qui sont en train de mourir de faim. Et soit dit en passant, les deux organes de presse qui parlent de ce scandale ne sont pas les derniers à tirer leur petite part de profit des affamés, et pas seulement parce que la dénonciation du scandale elle-même fait vendre du papier. Mais à ce qu'on sache, si la publicité pour faire appel à la charité publique destinée à aider les affamés coûte très cher aux organismes qui s'en occupent, c'est tout de même parce que les grands médias, Europe 1 et Journal du Dimanche comme les autres n'offrent pas leur service publicitaire gratuitement....

COTE D'IVOIRE : La petite bourgeoisie et les libertés démocratiques

Un mouvement politique d'opposition a été créé récemment dans les milieux de l'émigration ivoirienne en France. Il s'agit du MIDD (Mouvement d'Initiative pour les Droits Démocratiques) en Côte d'Ivoire.

Il est écrit dans les statuts de ce mouvement que le MIDD se propose de "regrouper les Ivoiriens pour apprendre à réfléchir ensemble afin de favoriser l'avènement d'une société de démocratie et de progrès en Côte d'Ivoire". Ce mouvement dit également qu'il "lie fondamentalement les intérêts qu'il défend à ceux des travailleurs. Evidemment comme partout en Afrique, en Côte d'Ivoire règne la dictature.

Alors, qu'il y ait des intellectuels, des enseignants, des membres des classes privilégiées ivoiriennes qui souhaitent militer pour plus de démocratie, plus de libertés en Côte d'Ivoire, c'est tant mieux - Encore faudrait-il savoir comment et pour qui obtenir ces libertés démocratiques - Car si c'est ici dans l'émigration que le mouvement prend naissance ce n'est pas un effet de hasard. Dans le pays même les libertés sont étouffées.

.../...

Le régime mis en place, à l'indépendance, dispose d'un appareil puissant de répression, un appareil fait pour défendre l'ordre capitaliste en protégeant les riches et leurs richesses et en maintenant les pauvres dans la misère.

Alors vouloir dans ces conditions "réunir les Ivoiriens pour réfléchir ensemble" - comme si le problème était de réfléchir! - sans distinction de classe sociale, c'est se préparer à tromper les pauvres, c'est se préparer à utiliser les prolétaires ivoiriens pour un combat qui n'est pas le leur. Dans la société ivoirienne aussi, la seule classe sociale capable historiquement de mener même le combat pour les libertés démocratiques jusqu'à son terme, c'est le prolétariat. C'est la classe des pauvres, de ceux qui ne possèdent rien, qui n'ont rien à protéger, aucun intérêt particulier à préserver. Eux seuls peuvent remettre en cause réellement toutes les inégalités, toutes les injustices, à condition qu'ils soient organisés en tant que classe sociale à part.

Bien sûr, il peut arriver, et il est arrivé que des travailleurs se retrouvent aux côtés des étudiants, des enseignants, dans les mouvements de contestation du régime ivoirien. Cela n'est en soi pas une mauvaise chose. Tout le monde peut, à un moment donné, avoir intérêt à ce qu'il y ait des libertés démocratiques, y compris même une fraction de la bourgeoisie (eh oui, on peut être bourgeois en Afrique et en avoir marre de la dictature !).

Mais même dans ces cas-là, les libertés démocratiques, cela n'a pas le même contenu, que l'on soit ouvrier, petit bourgeois intellectuel ou bourgeois. Telles que les conçoivent la petite bourgeoisie intellectuelle ivoirienne ou même la fraction de la bourgeoisie qui conteste, les libertés démocratiques, cela signifie pouvoir s'exprimer en toute liberté, vivre comme on le souhaite, et à la limite obtenir une sorte de parlementarisme à l'européenne - ce qui, même en Europe est un leurre - Mais justement ce genre de libertés s'accommode très bien de l'exploitation des ouvriers.

Tout cela, il faut que les travailleurs le sachent. Qu'ils sachent que même si en Côte d'Ivoire il y avait une caricature de parlementarisme à la française, comme au Sénégal par exemple, avec tout ce qui s'en suit comme possibilités au niveau des moyens de communication et d'expression (journal-radio), ceux qui en bénéficieraient, c'est avant tout ceux qui ont été à l'école. La grande majorité de pauvres, ceux qui ne savent ni lire ni parler la langue officielle (le français) seraient exclus du système. Ensuite l'écueil de l'argent exclura d'autres encore. Car dans le genre de sociétés de libertés démocratiques telle que le souhaitent la petite bourgeoisie intellectuelle ivoirienne, l'argent a son importance.

Or pour les prolétaires, les libertés démocratiques, c'est avoir la possibilité de travailler, de s'organiser où que l'on se trouve, y compris sur le lieu de travail, indépendamment de tout pouvoir politique. C'est pouvoir contrôler, avoir un droit de regard sur ce qui se fait ou se dit en leur nom.

Alors, même si ponctuellement des ouvriers se retrouvent comme alliés d'autres couches sociales, cela ne peut être que circonstanciel. Forcément il y aura affrontement entre les ouvriers et les autres, car il n'ont pas le même rôle dans la société. Les autres couches sociales ont leurs intérêts particuliers à défendre et elles ne se soucieront pas des revendications des pauvres. La condition pour qu'il y ait de véritables libertés démocratiques en Côte d'Ivoire, c'est que les travailleurs ivoiriens prennent la tête des luttes. Cela suppose que se créent, ou qu'existent des organisations ouvrières indépendantes politiquement et organisationnellement.

Si des privilégiés ivoiriens en mal de strapontins parlent de la nécessaire unité au sein du MIDD pour assurer d'abord le triomphe des libertés démocratique, c'est pour tromper les pauvres en se préparant à prendre la place de ceux qu'ils combattent, soit à être les collaborateurs des futurs pouvoirs contre les pauvres. Quand au nom de l'efficacité de la lutte contre la dictature, ils proposent un grand rassemblement de tous les "démocrates", c'est en réalité pour empê-

cher les autres de s'exprimer autrement que sous leur contrôle à eux bourgeois ou petits bourgeois. C'est ainsi que qu'au nom du combat contre la dictature, on prépare de futures dictatures. L'expérience l'a déjà montré, tant en Guinée Bissau, au Mozambique qu'en Angola. Au nom de la lutte de libération, la petite bourgeoisie a proposé de larges fronts. A l'intérieur de ces fronts, les masses ont servi de chair à canon. La lutte terminée, il leur a été demandé de déposer leurs armes. Et aujourd'hui, elles subissent la dictature de la bourgeoisie.

Alors, en Côte d'Ivoire, il n'est pas exclu qu'un mouvement populaire se déclenche, partant de la revendication des libertés démocratiques. Si cela devait être, et si les travailleurs étaient engagés dans la lutte, la seule garantie qu'ils auront des libertés, c'est qu'ils gardent leurs armes, et leurs organisations indépendantes. Sinon, leur lutte aura contribué, dans une bergerie, à remplacer un lion par une panthère.

IRAN - IRAK : Plus d'un million de morts, victimes du nationalisme

La guerre Iran-Irak qui s'est calmée depuis un certain temps a repris de plus belle avec la bataille de la région d'Howeiza, en territoire irakien, et les bombardements aveugles, de part et d'autre de certaines villes de ces deux pays. Le 16 mars, l'aviation a pilonné trois villes iraniennes dont Ispahan, semant la panique et la mort parmi les populations civiles. De même, les autorités iraniennes ont bombardé à l'aide des missiles sol-sol certains objectifs dont la capitale Bagdad. Sans compter les attentats meurtriers commis dans les centres villes des deux dictateurs, Saddam Hussein et l'Iman Khomeiny.

Quant aux combats au sol, l'armée de Khomeiny a envahi la région du Marais de Howeiza, au sud de l'Irak. L'armée irakienne tente de l'en déloger. Les combats ont été d'une violence inouïe. Selon les communiqués publiés à Bagdad et Téhéran, il y aurait près de 50.000 soldats tués dans les deux armées, ces jours derniers. A cela vient s'ajouter le million de victimes que la guerre a déjà faites dans un conflit vieux de cinq ans. Les bourreaux Saddam et Khomeiny qui se disputent un bout de terre dans la région de Chott El Arab n'hésitent pas à envoyer guerroyer les jeunes de 10 ans ou à se faire sauter sur les mines - façon Khomeiny de déminer les champs de bataille. Tout cela parce que l'un des dictateurs veut récupérer un bout de territoire, l'autre veut le conserver.

Bien évidemment, la responsabilité de tous ces morts des deux camps incombe d'abord à ces deux dictateurs. L'un pour avoir mobilisé des milliers d'Iraniens à qui l'on ne cessait pas de répéter que mourir pour "la cause de l'islam", c'est mourir en "martyr" et que l'on allait directement au paradis. L'autre pour avoir fait la même chose mais sous un autre mot d'ordre : "mourir" pour défendre la "patrie", c'est un sentiment noble. Ces deux dirigeants réactionnaires, incapables de faire face à la misère croissante de leurs peuples, embarquent ceux-ci dans une sale guerre pour qu'ils ne se retournent pas contre eux. Pour détourner la colère de leurs peuples, ces dirigeants exploitent au maximum le sentiment national et le fanatisme religieux des populations. Une politique, fondée sur de tels sentiments rétrogrades et moyenâgeux, ne peut mener qu'à une impasse. Déjà, certains Ayatollah critiquent ouvertement la politique va-t-en guerre de Khomeiny en avançant des arguments religieux. Mais ceux des Iraniens ou Irakiens dont des parents ou amis sont tombés dans cette guerre ou ceux qui sont tout simplement poussés par la misère risquent de se poser bien d'autres questions qui pourraient remettre en cause la politique de leurs dirigeants.

La responsabilité de la barbarie dans cette guerre incombe aussi aux grandes puissances qui soutiennent un camp contre l'autre. Ainsi, la France et la Russie sont les deux principaux fournisseurs d'armes sophistiquées à l'Irak directement ou par pays interposés. Les marchands de canons font donc des affaires en or sur les cadavres des milliers d'Iraniens et d'Irakiens. Pour eux, seul compte le profit. Et comme ceux qui se battent ont toujours besoin d'avions, de chars ou de missiles plus performants, la guerre devient le moyen par lequel ceux-là vendent et expérimentent leurs armes. Bien évidemment, il ne faut pas compter sur les grandes puissances pour arrêter la guerre en faisant des pressions sur les belligérants. Pour elles, seules comptent les affaires juteuses qui rapportent de gros profits. Peu leur importe les centaines de milliers de victimes dans ces deux pays.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnicité, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accordement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.